

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 18 mars 2015

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

28 2014.RRGR.909 Motion 181-2014 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) Protection de l'enfant: révision du droit de la surveillance

N° de l'intervention: 181-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 04.09.2014
Déposée par: Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) (porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 152/2015 du 11 février 2015
Direction: SAP

Protection de l'enfant: révision du droit de la surveillance

Le Conseil-exécutif est chargé de revoir le droit de la surveillance dans le domaine des prestations d'intégration sociale et de le renforcer dans celui de la protection de l'enfant dans le sens de la prévention :

1. Les standards du droit de la surveillance seront réglés au niveau cantonal et reconsidérés.
2. Les standards du droit de la surveillance s'inscriront dans la lignée des standards nationaux des associations professionnelles.
3. Le canton de Berne ouvrira un service auquel pourront être signalés les cas d'enfants en danger.
4. Le canton soutiendra les organisations d'animation de jeunesse dans leur travail de prévention.

Développement :

L'ordonnance sur les prestations d'insertion sociale attribue les tâches de surveillance aussi bien aux communes qu'au canton. Ce morcellement crée la confusion. De plus, les communes manquent souvent de personnel et des compétences nécessaires à la surveillance.

Les standards du droit de la surveillance doivent toujours viser le bien-être de l'enfant. Le canton doit s'orienter vers les standards nationaux les plus récents, recommandés par les associations professionnelles (cf. kibesuisse p. ex.).

Les services de signalement jouent un rôle très important dans la protection du bien-être de l'enfant. Mais proposer un service de signalement au niveau communal serait une absurdité organisationnelle, surtout pour les petites communes. C'est donc au canton d'agir.

Ne pas détourner le regard et réagir avant qu'il ne soit trop tard, voilà le principe à adopter dans le domaine de la prévention. Le canton doit davantage soutenir les communes et les organisations de jeunesse dans le domaine de la prévention.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de la motion exige de revoir le droit de la surveillance dans les domaines régis par l'ordonnance du 2 novembre 2011 sur les prestations d'insertion sociale (OPIS; RSB 860.113)¹, ce qui concerne les places subventionnées dans les garderies et les heures subventionnées dans les familles de jour ainsi que l'animation de jeunesse. La surveillance en matière de protection de l'enfant est aussi à renforcer. Les critères de qualité sont inhérents à la réglementation de surveillance, à laquelle ils servent de base.

Point 1

¹ RSB 860 113, art. 12-19

Le motionnaire demande de reconsidérer les standards et de les régler au niveau cantonal. Or cela est déjà le cas actuellement. L'OPIS, qui fixe les normes de qualité à respecter, prescrit en effet aux communes de nommer une autorité de surveillance pour les prestations d'accueil extrafamilial et d'animation de jeunesse publiques.

Quant aux garderies privées, elles sont autorisées et surveillées par l'Office des mineurs selon les critères de l'ordonnance fédérale du 19 octobre 1977 sur le placement d'enfants (OPE)² et l'ordonnance cantonale du 4 juillet 1979 réglant le placement d'enfants³. Comme leurs tarifs doivent couvrir les coûts, il ne s'agit pas à proprement parler de prestations d'insertion sociale. Mais les objectifs d'effet sont les mêmes dans le cas des parents aux capacités économiques meilleures. Par ailleurs, les communes peuvent également subventionner des places dans les garderies privées.

De plus, l'accueil en famille de jour est à annoncer à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) et soumis à la surveillance de celle-ci.

Un contrôle des normes de qualité est déjà en cours auprès des organisations d'accueil familial de jour. Le Conseil-exécutif est prêt à procéder de même pour les garderies.

Un projet de délégation de la surveillance des organisation d'accueil familial de jour et de la surveillance du placement d'enfants est en effet à l'examen sous l'égide de l'Office des mineurs, tout comme l'introduction de critères analogues à ceux du Cadre d'orientation pour la formation, l'accueil et l'éducation de la petite enfance en Suisse de l'UNESCO⁴.

Suite à l'adoption de la motion Müller (221-2010), la révision de l'OPIS confèrera aux communes la possibilité de porter à la compensation des charges le coût de l'introduction de bons de garde.

La révision prévoit également de revoir l'organisation de la surveillance.

Renforcer les standards de qualité induit automatiquement des conséquences financières pour les garderies, ce qui rendrait nécessaire une augmentation des coûts normatifs. Lors du débat sur la stratégie de développement de la petite enfance, le Grand Conseil avait décidé de ne pas mettre en œuvre la mesure concernant l'amélioration de la qualité des garderies. Le contrôle continu, voire un renforcement des standards cantonaux, est à saluer dans la perspective du développement optimal des enfants pris en charge.

Le motionnaire juge que le morcellement des tâches de surveillance entre le canton et les communes crée la confusion, d'autant plus que celles-ci manquent souvent de personnel et des compétences nécessaires. La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) a pu constater que cela est partiellement le cas, en effet. Un guide pour les visites de surveillance a été développé à la suite des avis reçus. Comme il vient d'être introduit, il est encore trop tôt pour dire si cette structuration a soulagé suffisamment les communes. Faire surveiller les garderies communales privées ou d'utilité publique par l'Office des mineurs ne paraît pas judicieux. La surveillance des places subventionnées doit en effet tenir compte des aspects de l'insertion sociale (règlement tarifaire, critères de priorité), et les communes autorisées en sont responsables envers le canton, sans compter que cela provoquerait un transfert des dépenses des communes au canton.

Proposition : adoption sous forme de postulat

Point 2

L'auteur demande l'alignement des normes de surveillance sur les standards nationaux, qui sont ceux requis pour être membre de kibesuisse, la Fédération suisse pour l'accueil de jour de l'enfant et pour bénéficier de son label de qualité ainsi que ceux du Cadre d'orientation. Les critères de qualité définis par l'OPIS s'y réfèrent d'ores et déjà. Les divergences sont essentiellement d'ordre financier ; rien ne s'oppose donc à l'examen d'une meilleure adéquation lors de la réalisation du point 1 adopté sous forme de postulat.

L'Office des mineurs, qui fonde ses autorisations et sa surveillance sur l'OPE et l'ordonnance cantonale, axe sa pratique sur les normes de qualité en matière d'exploitation et de pédagogie

² RS 211.222.338

³ RSB 213.223

⁴ Instrument de travail de la Commission suisse pour l'UNESCO et du Réseau suisse d'accueil extrafamilial

des organisations professionnelles nationales et du Cadre d'orientation. Celui-ci va aussi servir de base à l'avenir à la surveillance des prestations d'accueil familial de jour autorisées, si bien que la prise en charge, indépendamment de sa forme, se référera à un cadre pédagogique identique.

Contrairement à l'accueil extrafamilial, peu de normes de qualité s'appliquent à l'animation de jeunesse. Le Conseil-exécutif entend examiner l'adoption des critères développés par la haute école de Lucerne sur mandat de l'Association faîtière suisse pour l'animation enfance et jeunesse en milieu ouvert (AFAJ) lors de la prochaine révision de l'OPIS. Critères qui sont d'ores et déjà largement appliqués en pratique.

Proposition : adoption et classement

Point 3

En cas de soupçon, il est approprié d'agir avec compétence et cohérence. Dans chaque cas concret, il convient de déterminer avec le service compétent s'il faut le déclarer ou plutôt le dénoncer. Le canton de Berne peut compter sur un réseau de services et d'antennes approprié : Fil rouge de la protection de l'enfant, centres de consultation LAVI et groupe ad hoc de l'hôpital de l'île. L'APEA et l'Office des mineurs peuvent également être contactés en tout temps. Les besoins en la matière sont donc couverts, les personnes concernées pouvant déjà obtenir le soutien requis.

Proposition : adoption et classement

Point 4

La promotion de la santé et la prévention de l'addiction auprès des enfants et des adolescents sont bien développées dans le canton de Berne : prestations spécifiques aux problématiques ou non pour les intéressés ainsi que pour les communes, les garderies et l'animation de jeunesse.

La détection précoce des risques est incluse dans le projet mené sous la direction de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE) dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement de la petite enfance. Celui-ci a également pour but de renforcer la protection de l'enfant dans les garderies. Il est prévu d'organiser des formations de sensibilisation financées par le canton et de créer des instruments spécifiques pour ces structures.

Le canton de Berne met encore à la disposition de la population des centres de puériculture, des centres de consultation conjugale, partenariale et familiale ainsi qu'un numéro d'urgence pour les parents, proposant une aide concrète aux familles pour faire face à leurs multiples tâches et surmonter leurs problèmes, contribuant ainsi préventivement à la protection de l'enfant. Il est prévu de combler les lacunes, notamment en faveur des groupes cibles difficiles à atteindre, par le renforcement de la formation des parents à bas seuil et l'extension du service spécialisé.

Proposition : adoption et classement

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1 : adoption sous forme de postulat

Point 2 : adoption et classement

Point 3 : adoption et classement

Point 4 : adoption et classement

La présidente. Nous passons à l'affaire 28, c'est une motion de M. Brönnimann, Protection de l'enfant: révision du droit de la surveillance. M. Brönnimann, est-ce que vos camarades pourraient vous annoncer?

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Wunderbar. Nun haben wir schön Zeit, um uns grundsätzlich über etwas zu unterhalten. Andernfalls müssten wir noch vor dem Zvieri nach Hause gehen, wenn es in diesem Tempo weitergeht. Ich lege kurz dar, inwiefern ich mit der Antwort des Regierungsrats zufrieden bin. In Ziffer 2 und 3 bin ich von der Antwort des Regierungsrats

befriedigt. Ich ziehe höchstens etwas andere Schlüsse. Darauf werde ich noch zurückkommen. Ich bestreite indessen die Abschreibung nicht. Ziffer 3 geht in eine ähnliche Richtung wie ein Vorstoss von Sarah Gabi, den wir später noch behandeln werden. Wir haben uns darauf geeinigt, dass ich Ziffer 3 deshalb zurückziehe.

Damit kommen wir zum wesentlichen Punkt, zu Ziffer 1: Damit sich der Rat darauf einstellen kann, kündige ich jetzt schon an, dass ich Ziffer 1 nicht zurückziehen werde. Zudem halte ich an der Motion fest. Wieso? Es ist ähnlich wie beim vorvorherigen Vorstoss eine sehr offene Formulierung. Die Antworten des Regierungsrats zeigen auf, dass die Aufsicht sehr zersplittert ist. Zum Teil sind die Gemeinden zuständig, zum Teil das kantonale Jugendamt und zumindest indirekt manchmal sogar die GEF oder die KESB. Aus meiner persönlichen Erfahrung – leider hatte ich gleich zu Beginn meiner Amtszeit einen solchen Übergriffsfall – sind die Gemeinden überfordert, das gesteht der Regierungsrat auch ein. Und wie Sie alle wissen, komme ich nicht gerade aus einer kleinen Gemeinde. Aber ich stehe dazu: Selbst eine so grosse Gemeinde wie Köniz ist überfordert. Deshalb bin ich der festen Überzeugung, dass wir dies auf kantonaler Ebene regeln müssen. Auch in meiner Fraktion konnte ich nicht alle überzeugen. Meine Grossratskollegin Barbara Mühlheim sagte, die Aufsicht müsse von den Gemeinden wahrgenommen werden, in der Stadt Bern funktioniere das wunderbar. Ich bezweifle nicht, dass es in der Stadt Bern handhabbar ist. Aber bereits in einer Gemeinde wie Köniz funktioniert es, wie ich aus Erfahrung weiss, nicht mehr. Das aktuelle Recht atmet für mich den Geist einer Liberalisierung, die man einmal wollte in der Hoffnung, dass man mehr Plätze in Kitas und bei Tageseltern anbieten könnte. Die Liberalisierung wurde vorgenommen, und das Niveau im Bereich Bewilligungspflicht wurde gesenkt. (*La présidente agite sa cloche.*) – Vielen Dank.

Die Aufsicht wurde nicht verschärft, weil man wusste, dass dies auch Kosten zur Folge hätte. Dass es nicht mehr Plätze gab, ist bekannt. Wir wissen, was wirklich zu Betreuungsplätzen geführt hat: zum Beispiel das Tagesschulsystem, das der Kanton Bern sehr erfolgreich eingeführt hat, aber auch das Betreuungsgutscheinsystem in der Stadt Bern, dessen Pilotversuch unterdessen gezeigt hat, dass es funktioniert. Auf diese Art und Weise kann man Plätze schaffen. Wenn unser politisches Ziel einfach darin bestünde, Plätze zu schaffen, wäre eine vollständige Liberalisierung nicht der richtige Weg. Die verschiedenen Verordnungen, die auch bei Pflegekindern die Aufsicht regeln, stammen aus den 70er-Jahren. Mir scheint, es wäre nun an der Zeit, dies im Zusammenhang mit der Revision der ASIV zu überarbeiten. Das konnte man auch im Vorstoss sehen. Eine solche Revision wurde uns denn auch schon verschiedentlich in Aussicht gestellt. Zum Teil wurden seitens der GEF Jahreszahlen genannt. Zumindest ich habe jedoch plötzlich nichts mehr davon gehört. Auch in der Antwort des Regierungsrats habe ich bezüglich Jahreszahlen nichts gesehen. Vielleicht werde ich heute im Votum des Fürsorgedirektors etwas hören. Mir geht es genau gleich wie dem Kollegen Müller (SVP) vorhin: Ich möchte das Anliegen als Motion durchbringen, um der GEF zu zeigen, dass sie mit der Revision ASIV vorwärtskommen muss und dass eine Verbindlichkeit geschaffen werden muss. So weit mein Fazit. Ich freue mich auf eine spannende Diskussion.

La présidente. Le point n° 3 a été retiré. Le motionnaire accepte le classement des points n° 2 et n° 4. Nous discutons donc seulement sur le point n° 1.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Der Motionär will, dass die Prävention und die Aufsicht insbesondere in Kitas, bei Tagesfamilien und bei der offenen Kinder- und Jugendarbeit verschärft werden. Als Grund sieht er fehlende kantonale Standards und teilweise Überforderung bei den Gemeinden. Zudem möchte er eine zentrale Meldestelle. Diesen Punkt hat er zum Glück inzwischen zurückgezogen. «Hinschauen und aktiv werden» schreibt er in seiner Motion: Das könnte fast ein Satz der SVP sein und ist von daher eigentlich ein guter Ansatz. Letztlich gilt es jeden Fall zu verhindern, der einem Kind schadet. Der Motionär will aber beinahe einen Überwachungsstaat und fordert mehr Professionalität. Wie sich das auswirken kann, werte Kolleginnen und Kollegen, sehen wir aktuell wohl bei der KESB. Auch da wurde uns stets eingetrichtert, die Gemeinden seien nicht fähig, das selbst zu machen. Das müsse professionell geschehen. Ich bin überhaupt nicht überzeugt, dass es heute besser ist. Es ist einfach teurer geworden. Übrigens muss ich auch sagen, dass nicht alle Kinder und Institutionen fast militärisch gleichgerichtet sein müssen, wie es der Motionär ein Stück weit fordert. Vor allem die Schweiz und auch der grosse Kanton Bern leben eigentlich von Individuen, also auch von einem gewissen Spielraum und einer gewissen Unterschiedlichkeit. Vielleicht haben die Kinder zum Beispiel im

Horrenbach andere Ansprüche als in Bümpliz oder Gäbelbach, um zufrieden und glücklich zu sein. Die geforderten Massnahmen werden zudem laut dem Regierungsrat heute bereits zum grössten Teil erfüllt. Somit kann man die Ziffern 2 und 4 annehmen und abschreiben. Ziffer 1 lehnt die SVP einstimmig ab.

La présidente. J'ai une communication importante à vous faire. Comme vous avez pu vous en apercevoir, nous avançons assez vite. Nous avons ensuite la Direction de l'instruction publique qui est inscrite au programme, et M. le directeur de l'instruction publique est déjà là. Quand nous aurons fini avec l'instruction publique, nous aurions dû passer à la Direction de l'économie publique, malheureusement, M. Rickenbacher n'est pas libre cet après-midi. Donc, nous passerons à la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques et M. Neuhaus viendra après la Direction de l'instruction publique. Je le dis à l'intention de ceux qui doivent encore se préparer. Je répète. Nous avons encore l'instruction publique et après l'instruction publique ce sera M. Neuhaus qui viendra. Mme de Meuron, c'est à vous.

Andrea de Meuron, Thoue (Les Verts). Der Motionär verlangt eine Überarbeitung des Aufsichtsrechts im Bereich der Angebote der sozialen Integration. Der präventive Kinderschutz soll dort verschärft werden. Wie wir gehört haben, sprechen wir von Angeboten wie Kitaplätzen oder Tagesfamilien, Angebote, in deren Obhut Eltern ihre Kinder in der berechtigten Hoffnung auf bestmögliche Betreuung geben. Die öffentliche Hand finanziert mit und hat aus unserer Sicht auch eine entsprechende Mitverantwortung. Dass der Kinderschutz in diesen Institutionen gewährleistet ist und dass im richtigen Moment hingeschaut wird, also nicht erst, wenn es in der Zeitung steht, hat auch für unsere Fraktion eine grosse Wichtigkeit. Wer die Antwort des Regierungsrats zu Ziffer 1 liest, stellt fest, dass es effektiv für jedes Angebot auch eine entsprechende Aufsichtsstelle gibt. Auf dem Papier ist also alles geregelt. Doch je nachdem, um welches Angebot es sich handelt – ob um einen privaten Kitaplatz oder einen subventionierten; um einen Platz in einer Tagesfamilie oder um die Jugendarbeit –, ist eine andere Stelle für die Aufsicht verantwortlich. Ich musste die Antwort mehrmals lesen, um nachvollziehen zu können, wer wo zuständig ist. Mir fiel spontan das Wort «Behördendschunzel» ein. Sogar der Regierungsrat teilt die Auffassung, dass die aktuelle Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden zu einer Aufsplitterung führt und dass gerade kleine Gemeinden personell und fachlich überfordert sein können. Eine Überprüfung und vor allem eine Regelung dieser Aufsichtsbehörde auf kantonaler Ebene scheinen deshalb angebracht. Unsere Fraktion bezweifelt zum Beispiel auch, dass der erwähnte Aufsichtsfaden bei der Bereinigung der Aufgabenteilung allein genügt. Weiter fehlt uns in der Antwort auch ein Zeithorizont, bis wann die nötige Überprüfung und vor allem bis wann die nötige ASIV-Revision erfolgen soll. Aus Sicht der grünen Fraktion ist eine klare Zuteilung der Verantwortlichkeiten notwendig. Es gilt nicht nur zu prüfen, sondern auch Lösungen zu suchen, die gewährleisten, dass die personellen und finanziellen Ressourcen effizient und vor allem mit dem Ziel, die betroffenen Kinder vor Übergriffen zu schützen, eingesetzt werden. Deshalb unterstützt die grüne Fraktion Ziffer 1 als Motion.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Wie gewünscht, werde ich mich nur noch zu Ziffer 1 äussern. Ziffer 1 nimmt für unsere Fraktion ein wichtiges Anliegen auf. Es ist tatsächlich so, dass bei der Aufsicht vor allem in kleineren Gemeinden ein Problem besteht. Für kleinere Gemeinden ist es schwierig, die Aufsicht, welche der Kanton über die ASIV vorgibt, selbst durchzuführen. Wir könnten daher ein Postulat gut unterstützen. Eine Motion geht der Mehrheit der Fraktion aber zu weit, und zwar, weil in grösseren Gemeinden Strukturen bestehen, die sehr gut funktionieren. Ich selbst kenne die Stadt Bern relativ gut. Es gibt keinen Grund, der Stadt Bern diese Aufsicht zu entziehen und zu kantonalisieren. Im Gegenteil gäbe es sogar die Variante, dass grössere Gemeinden mit ihren bestehenden Strukturen auch Aufgaben für kleinere Gemeinden in der Umgebung übernehmen könnten. Das ist in verschiedenen anderen Bereichen auch der Fall. Es gibt für uns keinen Grund, allen Gemeinden eine Kantonalisierung aufzuzwingen, weil die Aufsicht in einzelnen Gemeinden ein Problem ist. Deshalb greift dieser Vorstoss aus unserer Sicht zwar ein wichtiges Anliegen auf, geht jedoch in der verbindlichen Form einer Motion zu weit.

Die Antwort des Regierungsrats auf die Motion zeigt aber einmal mehr auf, dass generell die ASIV das Problem ist. Die ASIV müsste längst revidiert werden. Leider wird das vom Regierungsrat immer mehr verzögert. Einmal war die Rede von 2016, dann von 2017. Jetzt heisst es seitens des

Sprechers von Regierungsrat Perrenoud auf einmal, es werde Mitte 2018. Diese Verzögerung ist vor allem auch deswegen problematisch, weil der Grosse Rat bereits im Januar 2011 eine Motion von FDP, glp, BDP und SVP überwiesen hatte, die forderte, die ASIV müsse dahingehend überarbeitet werden, dass das Gutscheinsystem, welches die Stadt Bern im Bereich der familienergänzenden Kinderbetreuung eingeführt hat, ebenfalls ASIV-kompatibel sei. Damals wurde gesagt, mit der ASIV-Revision, die demnächst anstehe, könne diese Forderung umgesetzt werden. Inzwischen lautet die neuste Auskunft, die der Regierungsrat dem «Bund» gegeben hat, dass dies gar nicht gehe, sondern eine Änderung im Sozialhilfegesetz erfordere. Deshalb könne die ASIV-Revision nicht so schnell vonstattengehen. Das ist deshalb problematisch, weil jener Vorstoss – Philippe Müller war damals Erstunterzeichner – ganz klar eine schnelle, verbindliche Umsetzung dieser Revision verlangt hatte und der Regierungsrat gesagt hatte, mit der ASIV sei das möglich. Und eine Verordnung liegt bekanntlich in seiner Kompetenz. Wenn aber gesetzgeberischer Handlungsbedarf bestand, hätte dieser Vorstoss aufgrund der Fristen längst umgesetzt werden müssen. Es wäre eine verbindliche Motion gewesen, und das Sozialhilfegesetz müsste dem Grossen Rat seit etwa zwei Jahren vorliegen.

Die nötige Revision wird also tatsächlich verzögert. Aus Sicht der Stadt Bern ist das ein echtes Problem. In der Stadt Bern hatte ein grosser Streit über das Gutscheinsystem stattgefunden. Das haben vermutlich auch Nichtstadtberner mitbekommen. Inzwischen finden die Verwaltung, die privaten wie auch die städtischen Kindertagesstätten und vor allem alle Parteien von links bis rechts, man brauche endlich eine ASIV, die dem vom Volk beschlossenen System entspricht. Und das Verständnis dafür, dass diese Revision immer mehr verzögert wird, geht immer stärker gegen null. Wir bitten den Regierungsrat wirklich, vorwärtszumachen und die Anpassungen, die für die Stadt Bern, aber auch für viele kleinere Gemeinden wichtig sind, endlich an die Hand zu nehmen..

Vania Kohli, Berne (PBD). Der BDP-Fraktion hatte eigentlich grosse Sympathie für die Antwort des Regierungsrats. Obwohl aber Ziffer 1 so offen formuliert ist – formalrechtlich wie ein Postulat –, werden wir sie trotzdem als Motion unterstützen.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Anliegen des Motionärs. Betreffend die Aufsichtsfunktion ist es wichtig, für mehr Klarheit zwischen dem Kanton und den Gemeinden zu sorgen, gerade weil die Gemeinden mit ihrer Aufsichtspflicht gegenüber Kitas, Tagesfamilien und offener Kinder- und Jugendarbeit oft an Grenzen stossen können und teilweise damit überfordert sind. Zudem erachten wir es auch als sinnvoll, dass vorgeschlagen wird, sich an den nationalen Aufsichtsstandards zu orientieren, zum Beispiel an denen von Kibesuisse. Wichtig ist in erster Linie, dass die Übergriffe weder toleriert noch geduldet oder gedeckt werden und dass die Täter nicht in irgendeiner Form weiterbeschäftigt werden können. Opferschutz, nicht Täterschutz: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt Ziffer 1 sowohl als Postulat wie auch als Motion.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Auch wir nehmen das Anliegen des Motionärs sehr ernst. Der Antwort des Regierungsrats kann jedoch entnommen werden, dass schon heute eine kantonale Regelung grundsätzlich vorliegen würde. Die Angebote und die Aufsichtsbehörden werden genannt und liegen vor. Wir unterstützen deshalb nur den Überprüfungsauftrag; das heisst: Wir unterstützen Ziffer 1 in Form eines Postulats.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Da wir nur noch über Ziffer 1 diskutieren, kann ich mich ebenfalls relativ kurz fassen. Die EVP-Fraktion findet es als Grundsatz ausserordentlich wichtig, dass Prävention im Rahmen der Angebote zur sozialen Integration, aber auch anderswo, wo mit Kindern gearbeitet wird, überall und immer einen hohen Stellenwert geniesst. Wir können verstehen, dass es aus der Sicht des Motionärs einfacher scheint, diesen Schutz der Kinder kantonale zu regeln und zu überprüfen. Uns überzeugen jedoch die Argumentation des Regierungsrats zu Ziffer 1 und auch die Voten aus der Mitte der Gemeindevertreter in unserer Fraktion, dass genau dieser geforderte aufsichtsrechtliche Standard bereits besteht und eine kantonale Regelung de facto eigentlich schon vorhanden ist. Die EVP-Fraktion unterstützt das Anliegen jedoch als Postulat, weil aus der Antwort des Regierungsrats eben auch klar hervorgeht, dass gewisse Gemeinden mit der Aufsicht tatsächlich an ihre Grenzen stossen. Zudem wurde die Wirkung des erwähnten Aufsichtsleitfadens, der den Gemeinden zur Verfügung gestellt wird, noch nicht evaluiert. Darum unterstützen wir das Postulat einstimmig; die Motion lehnen wir eher ab.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Ich entschuldige mich, dass ich nun etwas pedantisch werde, aber der eine oder andere von Ihnen weiss, dass ich Philosophie studiert habe. Also prüft man manchmal ganz genau, was geschrieben steht. Und wenn man ganz genau prüft, was da geschrieben steht, schliessen sich gewisse Dinge auch nicht aus. Man könnte die Aufsicht, so wie es hier steht – «Die aufsichtsrechtlichen Standards sind auf kantonaler Ebene zu regeln und zu überprüfen.» –, auch in den Gemeinden lassen. Es ist lediglich so, dass es einen Überbau gibt, und diesen Überbau erachte ich als begrüssenswert. Deshalb werde ich einer derjenigen aus der glp-Fraktion sein, die diese Ziffer als Motion unterstützen. Also noch einmal für alle, die Bedenken haben: Ganz präzise lesen. So schlimm, wie manche vermuten, ist es gar nicht.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. La tirade concernant les Betreuungsgutscheine, on peut tout dire quand on est là-devant, mais j'aimerais que cela soit un peu sérieux. J'ai discuté de cela avec ma commission, la CSoc, on a présenté en présence de députés la situation, les difficultés qui sont engendrées. Le «y a qu'à», «il suffit de», ce n'est pas si simple quand on voit le projet pilote: cela va bien pour les agglomérations telles que Bienne, Berne ou Thoun, mais dès que l'on est dans des régions de campagne, où il n'y a pas de concurrence, c'est beaucoup plus difficile. Les travaux sont en cours, et cela va très bien. Ce n'est pas par volonté de freiner le dossier qu'on est là, cela j'aimerais quand même le souligner. Concernant le sujet ici, j'aimerais juste pouvoir attirer votre attention sur le dernier paragraphe du point 1, où il est dit: «Faire surveiller les garderies communales privées ou publiques par l'Office des mineurs ne paraît pas judicieux» - cet Office qui n'est pas dans ma Direction mais dans la Direction du collègue qui vient tout à l'heure. C'est aussi la question de savoir si l'on veut tout cantonaliser ou pas, et c'est pour cela que l'on a proposé cela comme postulat, parce qu'il y a des améliorations à faire, elles sont nécessaires. Le postulat me paraît tout à fait judicieux, la motion est exagérée. J'en aurai terminé.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich bedanke mich für die Diskussion. Wie angekündet, werde ich, auch wenn das Resultat knapp ausfallen wird, an der Motion festhalten und wandle Ziffer 1 nicht in ein Postulat. Mein Fraktionskollege hat es vorhin noch festgehalten: Es steht «zu regeln und zu überprüfen». Das verleiht dem Anliegen Nachdruck. Es geht nicht einmal darum, dass am Schluss alles auf Kantonsebene ist. Im Moment ist die Aufsicht jedoch stark zersplittert. «Behördendschunzel» ist als Stichwort dazu gefallen, und das ist es für mich in der Tat. Noch eine Bemerkung zur Aussage der EVP, die Gemeindevertreter hätten dies gesagt: Ich hoffe einfach, dass sie noch gleich denken, wenn sie einmal einen Fall haben. Bevor ich mit einem Fall konfrontiert war, hätte ich dasselbe gesagt und gedacht. Ich musste indessen feststellen, dass sich selbst in einer Gemeinde wie Köniz, die eine Fachstelle Prävention hat, die Aufsicht auf jährliche Besuche beschränkt, die im Voraus vereinbart werden. Das ist mir zu wenig. Dazu stehe ich. Katrin Zumsteins Votum war etwas formaljuristisch. Ich verstehe das, bin ich doch ebenfalls zum Teil Jurist. Will man es jedoch derart formaljuristisch sehen, hätte man vorhin dem Vorstoss von Mathias Müller auch nicht zustimmen sollen. Dort hatte man kein Problem. Damit kann ich aber gut leben. Auch die SVP argumentiert hier etwas formaljuristisch, obwohl gerade sie sonst immer «Taten statt Worte» fordert. Darum geht es für mich ein Stück weit. Nun kann man zählen. Vorhin habe ich mich noch bei der EDU erkundigt. Dort sagte man, man wolle erst noch zuhören. Ich hoffe, man habe gut zugehört und stehe der offen formulierten Ziffer 1 wohlwollend gegenüber. Zudem bin ich in der skurrilen Situation, dass ich wohl bei meiner eigenen Fraktion ebenfalls noch Überzeugungsarbeit leisten muss. Damit würde es schon fast reichen. Glauben Sie mir einfach. Es klingt schon so, wie Michael Köppli gesagt hat. In der Stadt Bern mag das funktionieren, aber selbst in einer so grossen Gemeinde wie Köniz habe ich die grössten Zweifel, und in den kleineren Gemeinden wird es zum Papiertiger. Das greift nicht. Ich verlange bekanntlich lediglich die Überprüfung. Ich halte jedoch an der Motion fest, denn der Auftrag soll für die GEF verbindlich sein. Ich hätte mir allerdings gewünscht, dass die GEF selbst auch mit der Motion leben könnte, wenn sie in der Antwort schon zustimmt. Ich wollte ihr nichts reinwürgen. Ich will aber, dass es verbindlich ist. Deshalb halte ich an der Motion fest, mit dem Risiko, dass es vielleicht nicht reicht.

Marc Jost, Thoun (PEV), vice-présidente. Wer Ziffer 1 als Motion annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 67

Non 69

Abstentions 2

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wer die Ziffern 2 und 4 als Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 2 et 4)

Décision du Grand Conseil :

Adoption et classement

Oui 139

Non 0

Abstentions 0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Die Ziffern 2 und 4 der Motion wurden angenommen und gleichzeitig abgeschrieben. Ziffer 3 ist zurückgezogen. Damit sind wir am Ende der Gesundheits- und Fürsorgedirektion. Ich danke Regierungsrat Perrenoud für seine Anwesenheit und wünsche ihm und seinen Mitarbeitenden einen guten Tag. – Ich begrüße den Erziehungsdirektor.